



La journée du 10 octobre a été l'occasion de redire, dans la rue, les revendications et les craintes des fonctionnaires. Nous avons été des centaines de milliers (et près de 30 % de grévistes au MEF) à refuser le rétablissement du jour de carence, la non-compensation de la CSG, le gel du point d'indice et la suppression de 120 000 postes. Cette manifestation a également été l'occasion de rappeler notre attachement aux services publics et aux missions stratégiques et régaliennes de l'État.

Ce gouvernement entérine une conception de la protection sociale qui n'est pas la nôtre. Il voit les fonctionnaires comme une variable d'ajustement au service du remboursement de la dette : c'est la disette budgétaire, les suppressions d'emplois et les attaques contre les statuts de la Fonction publique. C'est le sens de la mise en place de CAP2022, un comité chargé de réorganiser la Fonction publique et, surtout, de déterminer quelle missions seront privatisées et/ou abandonnées.

**Nous l'affirmons : le service public n'est pas une charge,  
mais une réponse aux besoins des populations !**

**À Bercy, en centrale, les questions que se posent les agent.e.s portent sur :**

- **Les réorganisations de services qui se multiplient, se juxtaposent, se succèdent sans fin dans un tourbillon perpétuel.**
- **Les déménagements, opérés dans l'opacité la plus complète avec des agent.e.s qui ne savent même pas où ils vont.**
- **Les conditions de travail qui s'en trouvent dégradées.**
- **Les suppressions de postes qui ne manqueront pas d'augmenter leur charge de travail.**
- **Le recours, de plus en plus fréquent, à des prestataires externes.**
- **La perte de sens des missions de notre ministère.**

**Nous ne cessons de porter ces points mais nos responsables au lieu d'y apporter des réponses positives nous entraînent dans des réorganisations et transferts de compétences générant toujours plus de dégradations de nos conditions de travail. L'installation d'espaces de convivialité ne suffit pas à dégager la responsabilité de nos employeurs !**

**Rendez-vous le 16 novembre  
à 14 heures à République**